



**ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

**EXTRAIT DE PÉTITION
(Conforme au Règlement)**

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 1 044 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE plus de 4 millions de Québécois et Québécoises contribuent à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ);

CONSIDÉRANT QUE la CDPQ a effectué un prêt à la banque interaméricaine de développement pour le projet Hidroituango, en Colombie, et que la Cour suprême de justice de la Colombie a qualifié de crimes contre l'humanité certains événements ayant eu lieu dans la zone rurale de Ituango;

CONSIDÉRANT QUE les impacts sociaux, économiques et environnementaux, notamment le très haut risque d'effondrement du barrage, ont été dénoncés par les communautés et reconnus par les autorités colombiennes;

CONSIDÉRANT QUE la gravité des risques et des impacts a mené au déplacement forcé de communautés adjacentes au projet, comme l'ont dénoncé les communautés et leurs organisations;

CONSIDÉRANT QUE des personnes s'opposant au projet Hidroituango ont été victimes d'assassinats ciblés et de menaces d'après le bureau du médiateur;

CONSIDÉRANT QUE la CDPQ a été informée de ces risques et de graves violations de droits humains;

CONSIDÉRANT QU'avec ce prêt, la CDPQ se place dans une position intenable;

CONSIDÉRANT QUE la CDPQ dispose depuis 2004 d'une politique claire en matière d'investissement responsable et aspire à l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans ses décisions d'investissement;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec d'agir pour que la Caisse de dépôt et placement du Québec retire tout financement actuel et futurs crédits accordés au projet Hidroituango, en Colombie, et à tout autre projet susceptible de violer les droits humains.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Ruba Ghazal, députée de Mercier

28 JAN 2020

Date de signature de l'extrait